

Jugement N° 142/2019/CJ/SIII

Du 21 novembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/388

Société UBIPHARM Bénin SA

(Me Prosper AHOUNOU)

C/

Pharmacie Eternité

(Me Layo Prisca OGOUBI)

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 04 juillet 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique du 21 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

Société UBIPHARM Bénin, Société Anonyme, au capital social de 500.000.000 F CFA, inscrite au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro numéro RB/COT/09 B 4175, ayant son siège social à Fifadji-Houto, Ilot 4009 D, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, demeurant et domicilié es-qualité audit siège ;

Assistée de Maître Prosper AHOUNOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDERESSE

La Pharmacie l'Eternité, sise à Sainte Rita, 8^{ème} arrondissement, carré 1127, représentée par son

gérant demeurant et domicilié audit siège, BP : 966,
Tél : 21 32 12 37 ;

Assistée de Maître Layo Prisca OGOUBI, Avocate au
Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Ouï les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 mai 2019, la société UBIPHARM Bénin a attiré la Pharmacie l'Eternité devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le paiement de la somme de 7.862.443 FCFA représentant le solde de ses factures restées impayées dans ses livres ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses demandes, la société UBIPHARM Bénin SA expose qu'elle entretient des relations d'affaires avec la Pharmacie l'Eternité qui lui est redevable de la somme de 7.862.445 FCFA représentant le cumul de plusieurs factures restées impayées dans ses livres ;

Que toutes les tentatives de règlement amiable entreprises sont demeurées vaines ;

En réplique, la Pharmacie l'Eternité a reconnu devoir la somme dont le recouvrement est poursuivi mais sollicite du tribunal un délai de grâce pour le paiement

de sa dette en raison des difficultés financières qu'elle rencontre ;

1. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'oblige doit être contraint d'honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, la Pharmacie l'Eternité a effectué auprès de l'UBIPHARM SA divers achats dont le montant résultant des relevés de factures impayées du 31 octobre et 20 novembre 2017 s'élève à la somme de 7.862.443 FCFA ;

Que la Pharmacie l'Eternité reconnait devoir à la société UBIPHARM Bénin SA ladite somme et sollicite un délai de grâce de douze mois pour honorer son engagement ;

Que cependant, la pharmacie de l'Eternité rencontre diverses difficultés liées aux investissements effectués dans le cadre de la construction de son site ;

Qu'au regard de tous ces éléments, il convient de condamner la Pharmacie l'Eternité à payer à la société UBIPHARM Bénin SA, la somme de 7.862.443 FCFA et lui accorder un délai de six mois pour le paiement de cette somme ;

2. Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être accordée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Attendu qu'en l'espèce, de telles circonstances ne sont pas caractérisées ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne la Pharmacie l'Eternité à payer à la société UBIPHARM Bénin SA, la somme de sept millions huit cent soixante-deux mille quatre cent quarante-trois 7.862.443 FCFA) FCFA ;

Accorde à la pharmacie l'Eternité un délai de grâce de six (06) mois pour le paiement de cette somme ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne la Pharmacie l'Eternité aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT